

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 25/03/3.2

SEANCE DU 17 MARS 2025
L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ ET LE 17 MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	29	4	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILLIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPPE, Benoit ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTES :

Carine GINZAC représentée par M. le Maire
Antoine VACCARO représenté par Mme Christine DEL NERO
Valérie MASSENET représentée par Mme Nicole BERNARDINI
Stanislas ROQUEBERT représenté par M. Michel THUILLIER

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR</u> :	<u>CONTRE(S)</u> :
<u>ABSTENTION(S)</u> :		<u>BLANC(S) et NUL(S)</u> :

OBJET : Débat d'Orientations Budgétaires – Exercice 2025

Madame Christine DEL NERO, 1^{ère} adjointe au Maire déléguée aux Finances rappelle à l'assemblée que l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales a institué la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires précédant l'examen du budget primitif.

Madame Christine DEL NERO précise qu'un rapport fixe les orientations budgétaires de l'exercice et se veut fondateur de la formalisation des ambitions et du projet, portés par l'équipe municipale. Ces orientations constituent une parfaite introduction à la présentation du prochain budget primitif de la Ville qui sera approuvé avant le 15 avril 2025.

L'ASSEMBLEE,

VU l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT la présentation des orientations budgétaires réalisée en commission des finances réunie ce 10 mars 2025,



OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. PREND ACTE de la tenue du débat sur les orientations budgétaires de la commune pour l'exercice 2025 sur la base du rapport des orientations budgétaires ci-annexé.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



**Le ou la secrétaire
de séance**



DEPARTEMENT DU VAR



LE DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

2025

RAPPORT



PREAMBULE

Le Débat d'Orientation Budgétaire est une étape réglementaire importante annuelle et obligatoire qui doit se tenir dans les 2 mois précédant le vote du Budget Primitif. Il a vocation d'éclairer les choix budgétaires qui détermineront les priorités et l'évolution de la situation financière de la commune.

Ce rapport doit contenir :

- les évolutions prévisionnelles concernant les dépenses et les recettes en posant des hypothèses d'évolution tendancielle de l'ensemble des flux,
- les engagements pluriannuels envisagés en investissement, en recettes comme en dépenses,
- la situation de l'état de la dette et les perspectives communales,
- la structure des effectifs et l'évolution des critères engageant le flux des dépenses de personnel ...

Ce document est mis à la disposition du public dans le délai de 15 jours après son adoption et mis en ligne sur le site internet de la Ville dans le mois.

Le DOB doit constituer un moment privilégié de débat de la stratégie financière à court et moyen terme envisagée. Le contexte général de ce débat avec les conflits latents et l'inflation en léger retrait maintiennent un cadre général pour l'exercice 2025 quelque peu incertain.

Ainsi, le rapport qui suit propose des éléments d'analyse et d'information sur l'environnement économique corrélés à la situation financière de la commune, présente et à venir. Il s'agit de perspectives évaluées en terme budgétaire mais aucunement d'engagements fermes pour le ou les exercices à venir.



SOMMAIRE

I – LES ELEMENTS DE CONTEXTE POUR 2025

- A- Niveaux international et national
- B- La Loi de Finances pour 2025

II – LA SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE AU 31.12.2024

- A- Les indicateurs principaux
- B- La dette
- C- Les ressources humaines

III – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES

- A- La section de fonctionnement
 - 1. Les recettes
 - 2. Les dépenses
- B- La section d'investissement
 - 1. Les recettes
 - 2. Les dépenses

IV – LES CIMETIERES

GLOSSAIRE

I – LES ELEMENTS DE CONTEXTE

A- Niveaux international et national

Le contexte international maintient encore des incertitudes avec un PIB mondial qui devrait être en 2025 en évolution de 3,3 % (+ 3,2 en 2024) avec le constat d'un différentiel entre les pays hors Europe et Européens (+ 6,8 % en Inde, + 4,9 % en Chine... + 1,1 % en France).

L'inflation, pour sa part, confirme son repli avec une tendance baissière (+ 5,4 % en 2024, + 3,8 % attendus en 2025...)

Ces deux indicateurs de santé de l'économie mondiale gravitent sur un axe de terrains géopolitiques mondiaux qui peuvent affecter notre économie

Au niveau national, la croissance du PIB attendue pour 2025 de 1,1 % rejoint celle de la moyenne européenne. L'inflation devrait approcher les 2% en 2025 bien que soumise à la situation internationale.

L'épisode inflationniste connu en 2023 et 2024 a eu un fort impact sur les taux d'intérêt et sur notre économie. La tendance à la baisse de l'inflation a cependant permis à la BCE d'entamer un cycle de baisse des taux directeurs depuis juin 2024. Cette tendance devrait se poursuivre en 2025 pour passer le taux des dépôts de 4% en 2024 à 3 % début 2025 voire près de 2 % fin 2025.

Enfin pour notre pays, la situation des finances publiques reste marquée par un dérapage de déficit public qui pourrait atteindre 6 % du PIB avec une dette publique qui représente 109,9 % du PIB !

B- La loi de Finances pour 2025

Cette loi (budget) a été publiée au J.O. (loi n°2025-127 du 14.02) bien tardivement en 2025 après une procédure inédite. Ce budget est annoncé comme précurseur d'un effort de redressement des finances publiques afin d'atteindre l'objectif d'un retour à moins de 3 % de déficit public au plus tard en 2029. Aussi, pour 2025, ce déficit pourrait être ramené à 5,4 % du PIB et ce, avec des Ministères en hausse budgétaire (Ministère des Armées, de l'Intérieur et de la Justice).

Les principales mesures pour les collectivités territoriales

Des décisions issues de cette loi de finances s'imposent pour notre préparation budgétaire :

- L'enveloppe des transferts de l'Etat s'annonce à la baisse modérément, particulièrement la DGF avec toujours une tendance au renforcement de la péréquation (DNP, DSU). Une réforme des fonds de la DGF reste envisagée dont la mise en œuvre s'avère complexe.
- Le maintien de la dotation à l'investissement local, DETR et DSIL perdurent, avec cependant la difficulté de l'appréciation des arbitrages quant à leurs attributions au niveau local (1,04 Md € pour la DETR, 420 M€ pour la DSIL, 1,15 Md € pour le fonds vert).



- La contribution des collectivités territoriales au redressement des finances locales repose sur 3 mécanismes à confirmer : le principe de précaution en dépenses pour les grosses collectivités, la hausse des cotisations de la CNRACL sur tous les personnels permanents et la baisse du taux de FCTVA... qui ne devrait pas prévaloir en 2025. Cette contribution, effort de 500 M€ pour le bloc communal s'appuiera pour chaque commune sur un indice synthétique du revenu par habitant et du potentiel financier par habitant dans la limite de 2% des recettes réelles de fonctionnement. Des calculs sont en cours pour les communes. (DILICO)
- La suppression de la réactualisation des valeurs locatives des locaux commerciaux
- Le report en 2028... de la révision des valeurs locatives des logements
- La préconisation de la CRC de baisse des effectifs dans la Fonction Publique Territoriale de 100 000 emplois avec pour corolaire la suppression de la GIPA, le nombre de jours de carence qui passe de 1 à 3 et l'indemnisation du traitement aux 90 jours de maladie qui passe de 100 à 90 %

II – LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE D'OLLIOULES AU 31.12.2024

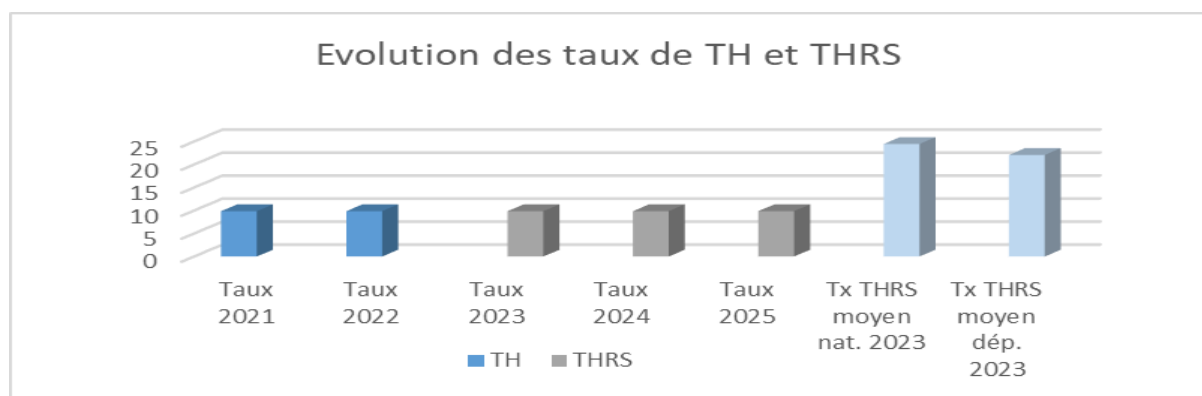
La situation financière de la commune s'apprécie par une large analyse d'indicateurs. Deux éléments sont examinés précisément en détail tenant à la dette et à la gestion des ressources humaines.

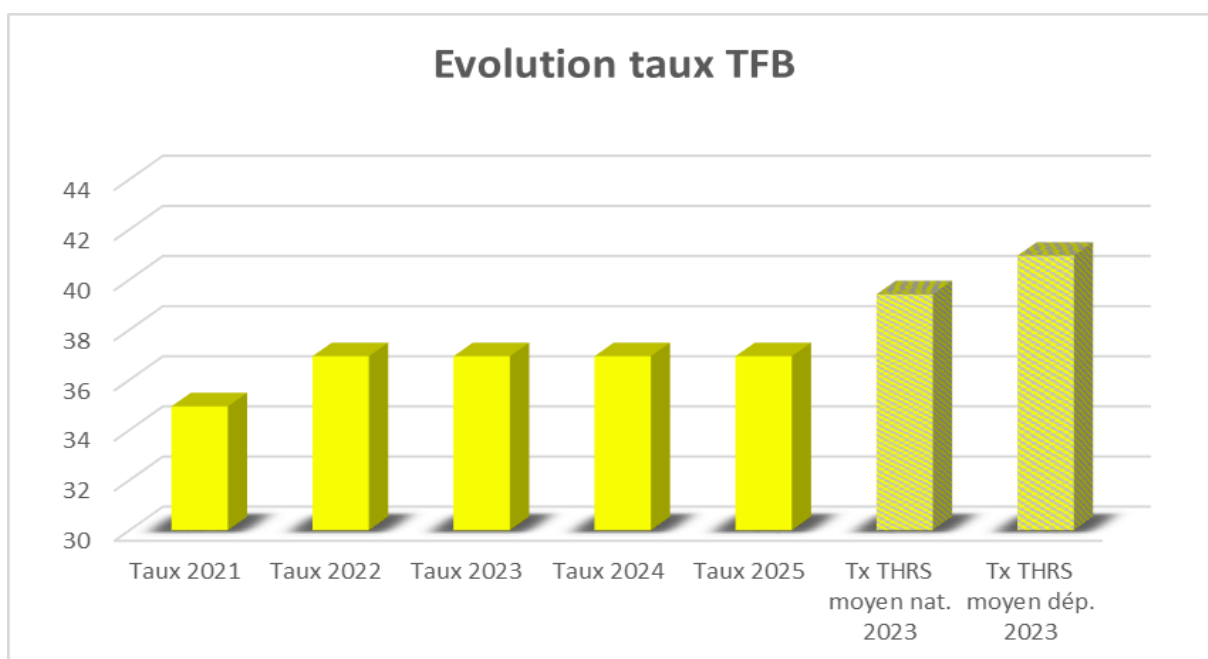
A- Les indicateurs principaux

- Sur la Fiscalité

La commune au terme de la réforme sur la TH et le foncier bâti, a souhaité stabiliser ses taux de fiscalité.

	Taux 2021	Taux 2022	Taux 2023	Taux 2024	Taux 2025	Taux moyen national 2023	Taux moyen départemental 2023
TH	9,86	9,86					
THRS			9,86	9,86	9,86	24,45	22,08
TFB	34,95	36,95	36,95	36,95	36,95	39,42	40,96





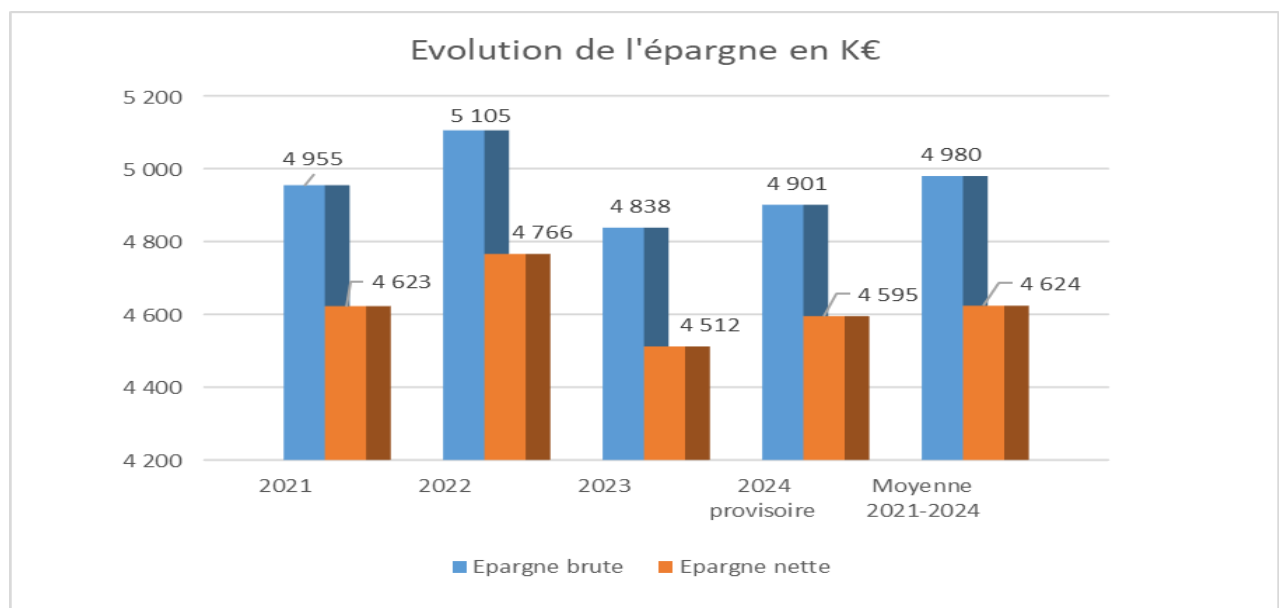
L'évolution du produit fiscal en 2025 s'appuie aussi sur la variation physique des bases (les nouvelles constructions) et la variation nominale des bases (actualisation de 1,7 % en 2025).

- Sur l'épargne

L'épargne constitue « la matière première » pour la réalisation de notre programme d'investissement annuel et du mandat. Cette priorité de la commune résulte schématiquement de l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement. Cette démarche prospère à la condition duale d'optimiser les recettes et de rationaliser les dépenses.

	2021	2022	2023	2024 provisoire	Moyenne 2021-2024
Epargne brute	4 954 659	5 105 245	4 837 947	4 901 000	4 949 712
Epargne nette	4 622 609	4 765 594	4 511 711	4 595 000	4 623 729

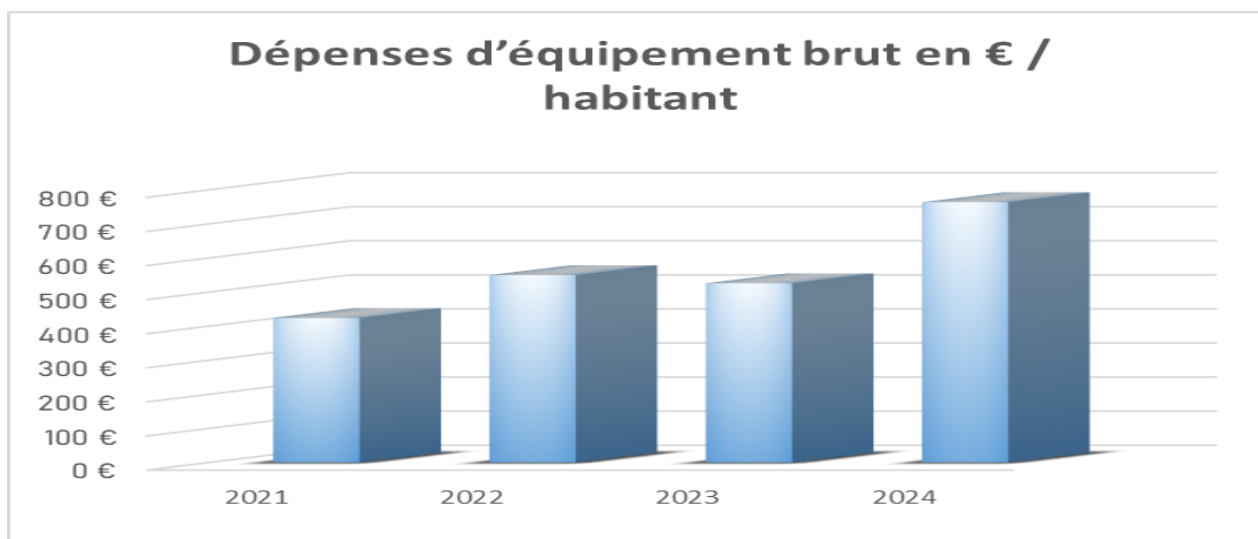
Epargne nette : épargne brute – remboursement capital et intérêts de la dette



- Sur les dépenses d'équipement brut

Les dépenses d'équipement brut ont été estimées à plus de 70 M € sur le mandat du fait de la réalisation de notre Grand Projet Urbain. Cette ambition doit se baser sur un financement constitué de dotations et subventions, d'épargne et d'emprunt. Les dépenses d'équipement brut ont fortement augmenté en 2024, rythme qui devrait s'accroître en 2025.

	2021	2022	2023	2024
Dépenses d'équipement brut	5 981 138	7 761 845	7 509 964	10 905 000
Dépenses d'équipement brut par habitant	424 €	550 €	526 €	764 €



- Sur le financement des investissements

La commune entend financer idéalement son programme d'investissement de 70 000 K€ du mandat selon la répartition suivante :

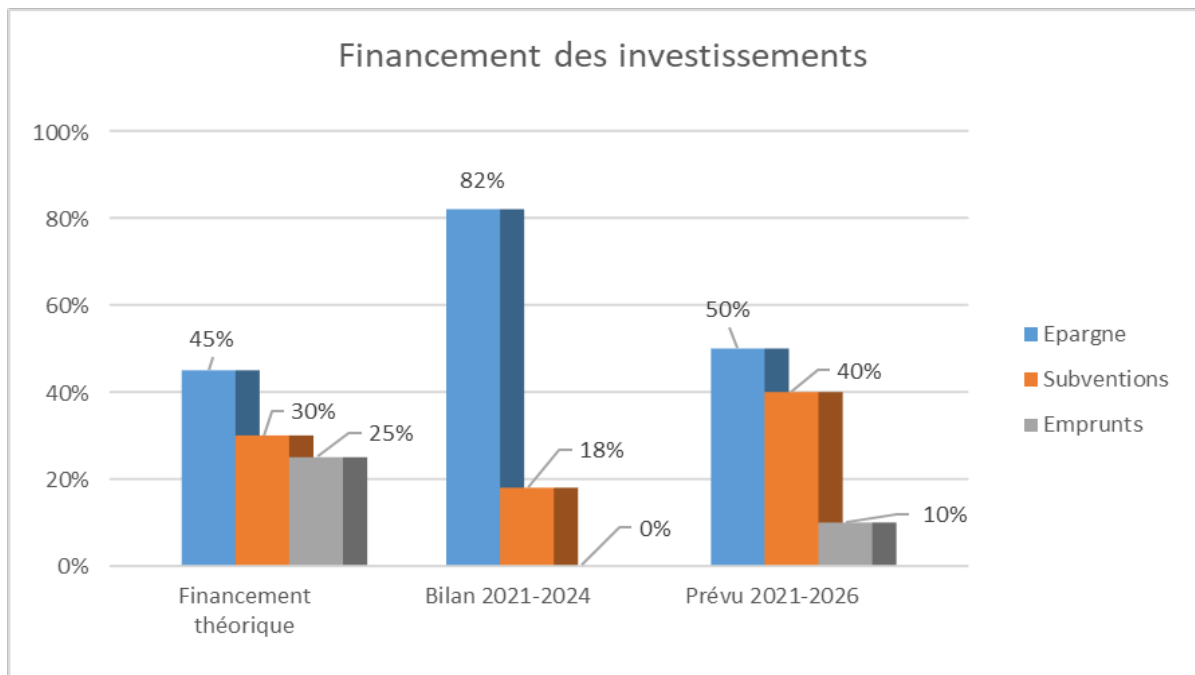
Epargne	45 %
Subventions, cessions, FCTVA	30 %
Emprunts	25 %

L'emprunt constitue un mode de financement externe dit d'équilibre.

Au 31.12.2024, la répartition de ce financement telle que constatée est la suivante sur la période 2021-2024 :

Epargne	82 %
Subventions, cessions, FCTVA	18 %
Emprunts	0 %





B- La Dette

- Constat

BUDGET PRINCIPAL

Le niveau d'endettement de la commune fait l'objet d'une attention particulière et évolue favorablement pour 2 raisons essentielles :

- le non recours à de nouveaux emprunts
- des emprunts échus

Le CRD (capital restant dû) est donc à la baisse ainsi que le démontre le tableau ci-après :

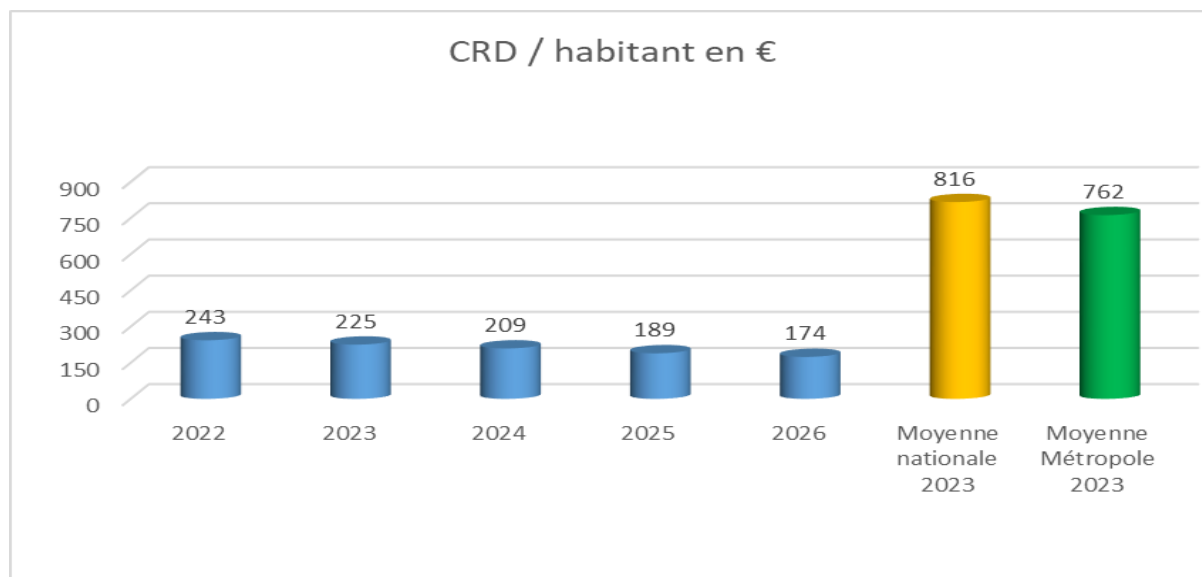
	1 ^{er} .01.2020	1 ^{er} .01.2021	1 ^{er} .01.2022	1 ^{er} .01.2023	1 ^{er} .01.2024	1 ^{er} .01.2025
Capital restant dû en €	3 940 407	3 677 737	3 432 090	3 206 727	2 980 492	2 759 018

Sur ces bases et sans recours à l'emprunt en 2025, le CRD au 31.12.2025 devrait s'élever à 2 535 244 € (sauf à réaliser un emprunt pour la réalisation de logements sociaux ou appeler un emprunt pour le GPU).



Evolution de la dette par habitant

	01.01. 2022	01.01. 2023	01.01. 2024	01.01. 2025	01.01. 2026	Moyenne nationale 2023	Moyenne Métropole 2023
CRD/habitant	243 €	225 €	209 €	189 €	174 €	816 €	762 €



La dette relative à l'exercice 2025 est constituée de 12 emprunts dont un à échoir avec la répartition par prêteur suivante :

Prêteurs	Nombre de prêts	CRD au 31.12.2024	CRD au 31.12.2025
CAISSE DES DEPOTS & CONSIGNATIONS	9	1 065 797	956 226
Société de Financement Local	3	1 693 221	1 579 018
TOTAL	12	2 759 018	2 535 244

Sur 12 prêts, 11 sont dorénavant à taux fixe. Le taux moyen de la dette est fixé à 2,98 % en 2025. Ce taux est la conséquence du réaménagement de dette opéré en 2018 permettant de transformer un prêt de la SFIL d'un taux structuré de 3,65 % à un taux fixe de 2,25 %.

Il est rappelé que :

- les taux des emprunts CDC sont assis sur le livret A (tendance à la hausse en 2024)
- les 3 emprunts effectués auprès de la SFIL, un seul demeure à taux structuré et un est échu en 2025



Pour information, au 31 décembre 2025, le CRD des emprunts effectués auprès de la SFIL pour le financement de l'acquisition et de l'aménagement de la Castellane s'élèvera à 1 579 018 € représentant 62,28 % de l'encours de la dette communale.

DETTE GARANTIE

Pour les bailleurs sociaux essentiellement et pour quelques garanties hors les logements sociaux, la commune a garanti un CRD au 1^{er} janvier 2025 de 5 468 389 €.

Il est précisé que la Métropole est dorénavant appelée à garantir les opérations de création des logements sociaux en lieu et place des communes (nouvelles opérations).

- Année en cours & perspectives

La commune n'a plus emprunté depuis 2014. Dans le cadre de la gestion active de la dette, un emprunt a été remboursé à taux révisable et un autre sur un taux structuré est passé en taux fixe. Aucun emprunt n'a été contracté en 2024 comme pour les exercices précédents.

Pour 2025, le remboursement du capital de la dette est estimé à 223 774 € et les intérêts à 95 634 €.

Pour les exercices à venir, la commune dans le cadre de la production de logements sociaux pourra appeler des emprunts de la CDC assis sur le livret A et en financement du GPU (2025 ou 2026).

- Analyse comparative

La dette communale par habitant est un indicateur, parmi d'autres, de bonne santé financière. Il dépend de la population qui évolue en commune d'Ollioules et du capital restant dû qui est tendanciellement à la baisse.

Le ratio de mesure de l'endettement est celui du CRD rapporté au Recettes Réelles de Fonctionnement. Pour Ollioules, au 31.12.2024 avant l'arrêt du compte administratif, ce ratio est estimé à 0,17 alors que le seuil d'alerte est de 1,21.

Un second paramètre d'analyse consiste à mesurer la capacité de désendettement de la Ville qui mesure la solvabilité de la commune. Il s'agit de comparer le niveau de l'épargne brute à l'encours. Comme pour les exercices précédents, ce rapport est bien inférieur à 1 an, soit 0,55. La moyenne des communes est située entre 5 & 7 ans, le seuil critique à partir de 10 ans.



C- Les ressources humaines

Une mutation progressive de notre effectif a été réalisée avec le personnel transféré de la Ville à la Métropole en 2017 pour les OM et en 2019 pour la Métropole.

Ce phénomène a réduit notre effectif de 21 agents et créé en conséquence, des flux financiers entre la Ville et l'Intercommunalité.

Des conventions de mise à disposition de personnels demeurent entre la Commune et la Métropole qui sont ascendantes (personnel communal mis à disposition de la Métropole) et descendantes (personnel de la Métropole transféré, mis à disposition de la Ville). Des flux financiers demeurent en traduction de ces mises à disposition.

Par ailleurs, notre bilan social atteste d'une pyramide des âges vieillissante et d'un relatif déséquilibre hommes/femmes. Ce déséquilibre étant accentué par le départ à la Métropole de 18 ETP hommes sur 20 ETP.

- Les effectifs budgétaires et la masse salariale

La stabilité des effectifs du personnel communal est essentielle à la stratégie financière de la collectivité qui entend maîtriser ses dépenses de fonctionnement.

Les départs de personnels vers la Métropole ont été absorbés budgétairement par l'attribution de compensation qui est un flux d'équilibre financier entre la Métropole et la Ville.

Cependant la création d'équipements nécessite une évolution des effectifs du personnel communal.

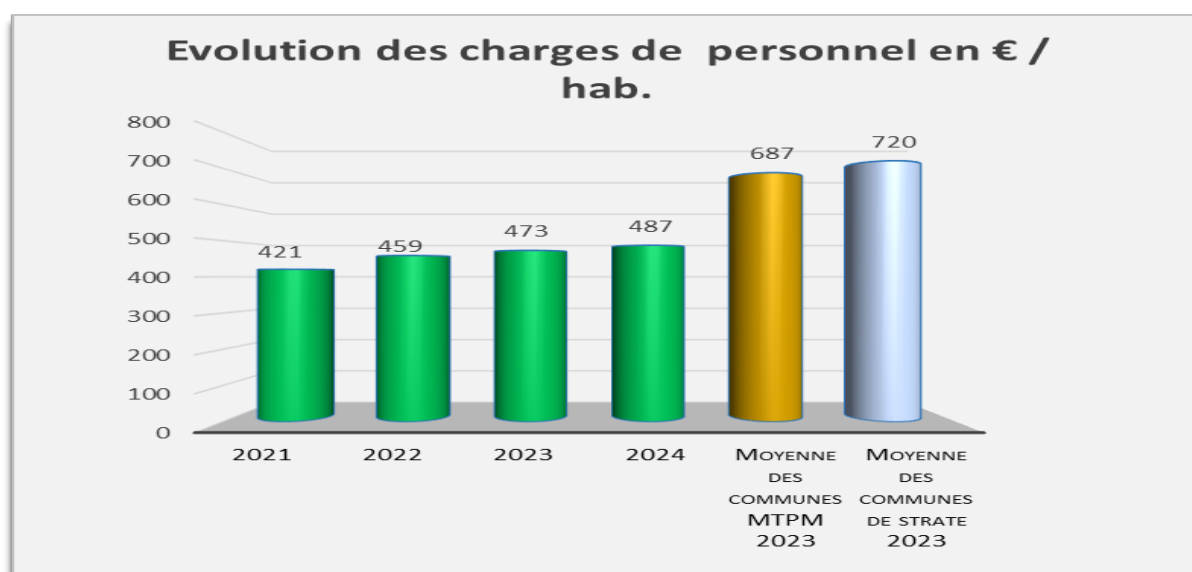
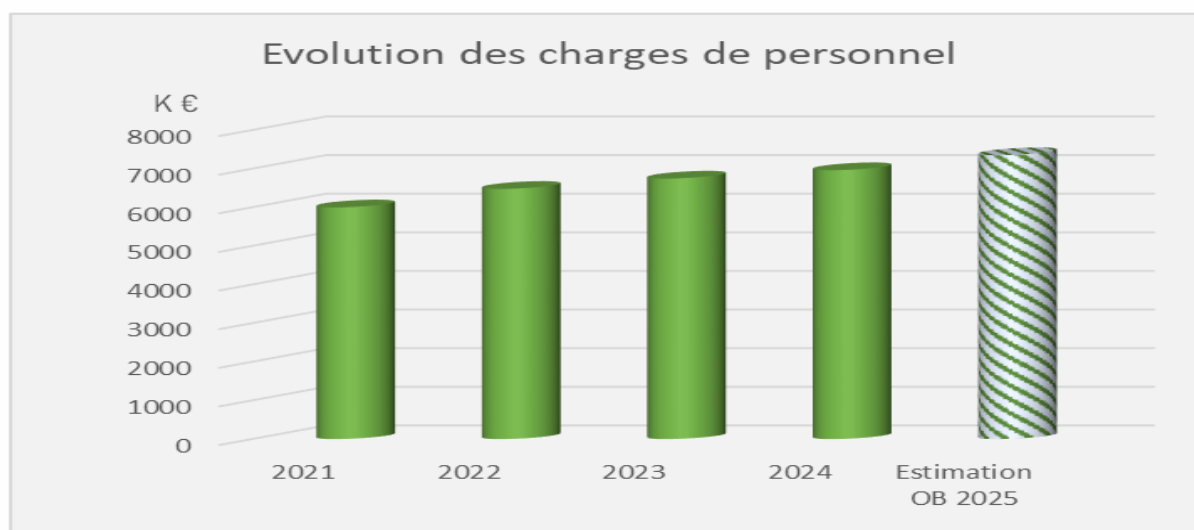
Les effectifs au 31.12.2024

	2023	2024
STAGIAIRES	2	4
TITULAIRES	99	93
NON TITULAIRES	72	85
TOTAL AGENTS	173	178
TOTAL ETP	158	162,46



Les charges de personnel de 2021 à 2024

	2021	2022	2023	2024	OB 2025
Rémunérations Titulaires & contractuels	4 136 491	4 391 150	4 651 270	4 769 287	5 050 000
Autres rémunérations	52 523	66 104	65 675	94 295	80 000
Charges sociales	1 809 164	2 020 181	2 027 138	2 097 741	2 220 000
TOTAL Chapitre 12 -Dép de personnel	5 998 178	6 477 788	6 744 083	6 961 323	7 350 000
Variation en %		+7,9 %	+4,11 %	+3,22 %	-



La commune a initié depuis de nombreux exercices, une gestion prévisionnelle des ressources humaines qui nécessite notamment, plusieurs stratégies concomitantes :

- l'anticipation des départs à la retraite
- l'optimisation de l'organisation du travail
- une politique de redéploiements internes quand cela s'avère possible.

Pour information, la répartition homme/femme au sein de la collectivité est la suivante avec une traditionnelle représentation symptomatique de la Fonction Publique Territoriale (personnel titulaire & stagiaire).

Deux répartitions de la situation du personnel territorial sont rappelées par sexe et catégorie (personnel titulaire et stagiaire).

CATEGORIE	SEXE		TOTAL	Part relative
	FEMME	HOMME		
A	8	2	10	10,3 %
B	9	3	12	12,4 %
C	47	28	75	77,3 %
TOTAL	64	33	97	100 %
Pourcentage	66 %	34 %	100 %	

- Rémunération des agents

La rémunération des agents titulaires et stagiaires de la collectivité se décompose ainsi qu'il suit :

- le traitement indiciaire (indice, grade)
- le régime indemnitaire (mensualisé)
- la prime de fin d'année, équivalente à un 13^{ème} mois, assise sur la présence moitié et la manière de servir pour l'autre moitié
- différents avantages en nature sont servis à des agents ayant droit : véhicule de fonction, repas, logement de fonction
- une adhésion au COS Var permet aux agents de bénéficier de tarifs avantageux et de différentes prestations
- un studio appartenant à la Ville à SUPER DEVOLUY est mis à disposition du personnel
- en 2021, la commune a mis en place la délivrance de tickets repas (10 par mois) d'une valeur faciale de 6 € pris en charge 50/50 par la Ville et l'agent qui est passé à 7 € (4 € Ville, 3 € agent à compter du 1.01.2024)
- forfait mobilité durable : ■ covoiturage : 9 agents → 1 700 €
 ■ trajet à vélo : 8 agents → 2 100 €

- Temps de travail

Pour satisfaire aux textes nécessitant d'arrêter rigoureusement le temps de travail des agents à temps complet à 1607 heures de travail annuel effectif, après concertation avec l'ensemble des services, un système à 3 solutions a été retenu hors les services qui nécessitent une annualisation de leur temps de travail.



- Horaire de 37H50 hebdomadaire avec 25 jours de congés annuels et 14 jours de RTT
- Horaire de 36H25 hebdomadaire avec 25 jours de congés annuels et 6,5 jours de RTT
- Horaire de 35H00 hebdomadaire avec 25 jours de congés annuels

La collectivité peut sur sollicitation de l'agent, après avis du chef de service, autoriser des aménagements d'horaires sur un temps complet, ou solliciter un temps partiel (80 % ou 90 % par exemple).

III – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Les orientations budgétaires pour 2025 intègrent les choix budgétaires engagés depuis le début du mandat.

Une réponse budgétaire en fonctionnement est couplée à un niveau de dépenses d'équipement brut important qui consacre la réalisation de notre Grand Projet Urbain.

Cette stratégie se fonde sur un processus admis par la Commune qui se heurte à des contraintes endogènes et exogènes qu'il faut intégrer lors de chaque exercice, voire anticiper.

Au titre des contraintes subies nous pouvons citer :

- la baisse permanente des dotations de l'Etat
- la faible variation des bases locales
- la baisse importante des droits de mutation (-25 % en 2024)
- la hausse du taux de la CNRACL
- l'effort demandé au bloc communal par la loi de Finances pour 2025

Pour ce qui relève des choix de la Ville, l'épargne consacrée à l'investissement est affectée par le coût des équipements créés et en cours de création (recrutement de 7 ETP pour la seule médiathèque par exemple).

Ce contexte est intégré pour financer jusqu'au terme du mandat et jusqu'au terme du GPU le coût des investissements à réaliser.



A- La section de fonctionnement

Depuis 2020, en miroir, à l'affichage politique annoncé sur le mandat, la commune maintient sa politique de rationalisation des dépenses de fonctionnement et d'optimisation de ses recettes.

Epargner pour limiter le recours à l'emprunt dans le cadre d'un programme d'investissements important, c'est le choix budgétaire du mandat qui devrait se poursuivre horizon 2027/2028.

- Les recettes de fonctionnement

Le contexte national avec une forte inflation et des taux d'intérêt élevés a affecté notre niveau de recettes avec une baisse importante des droits de mutations (baisse de 250 000 €). Les dotations de l'Etat ont été également en repli. Seules les bases fiscales ont évolué favorablement.

Pour 2024, les recettes réelles de fonctionnement culminent à plus de 16 000 K€ (16 002 K€) malgré un contexte tendu.

Pour 2025 et 2026, ce niveau sera à la hausse avec quelques inconnues.

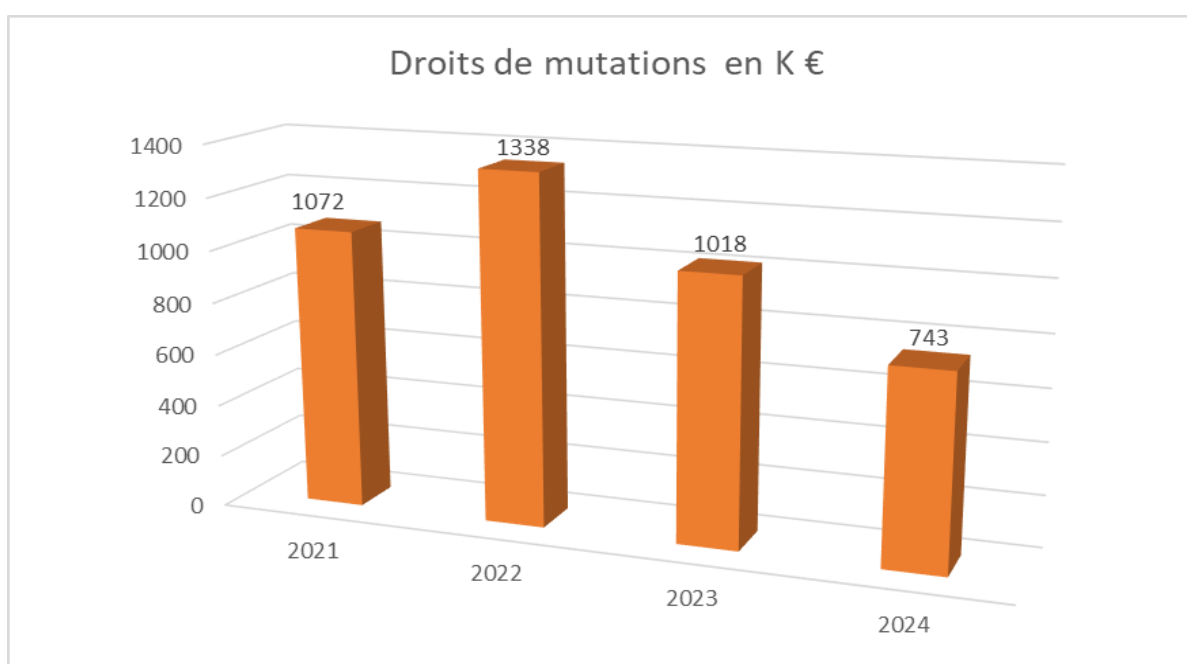
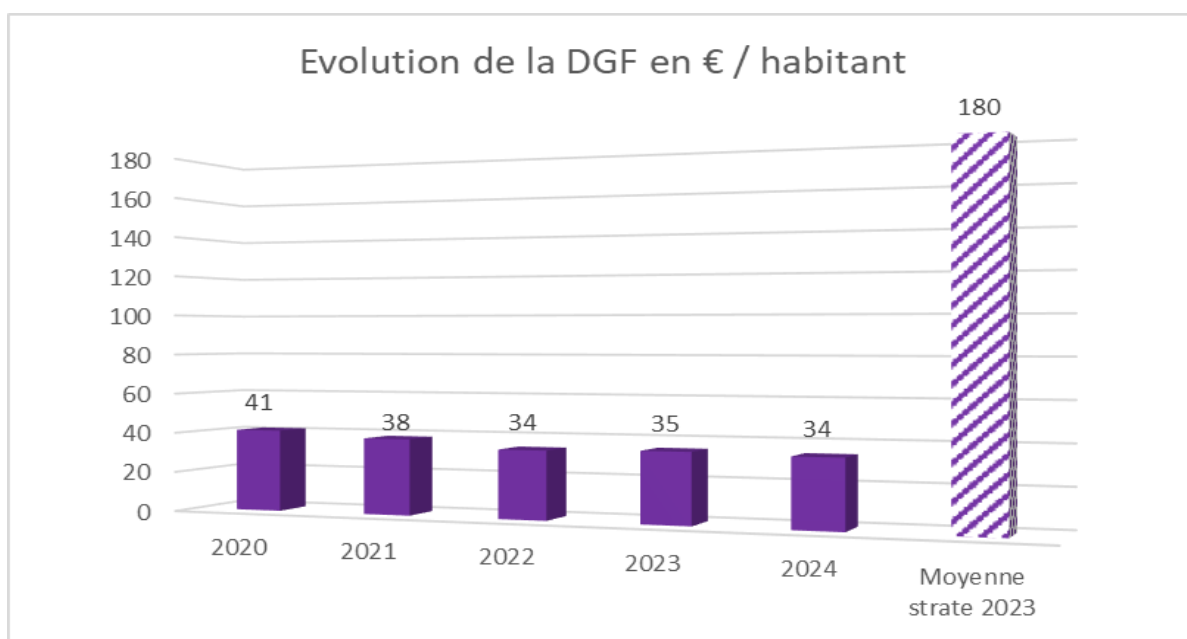
	Budget total 2024	OB 2025 Opérations réelles	Tendance		Commentaires	Tendance 2025/2026
			2026	2027		
013 Remboursement de rémunérations	82 000	40 000	40 000	40 000	Situation des contrats aidés & remboursements des assurances statutaires	↘
70 Produit d'exploitation et du domaine	945 000	940 000	945 000	950 000	Stabilité relative + 1 %/an	↗
73 Impôts et taxes	12 749 000	12 840 000	13 100 000	13 360 000	Produit fiscal & autres produits + 2,5 %/an (sans hausse des taux) Baisse des droits de mutation	↗
. Produits 3 taxes						
. Attribution de compensation TPM	9 618 000 1 097 000	9 910 000 1 060 000	10 200 000 1 022 000	10 500 000 984 000		
. Taxe sur l'électricité	500 000	500 000	510 000	520 000		
. Droits de mutation	1 000 000	800 000	850 000	900 000		
74 Dotations & subventions	1 021 000	1 100 000	1 120 000	1 150 000	Aucune maîtrise sur ce produit de l'Etat éligibilité stable (-2 %/an)	→
. DGF forfaitaire	350 000	350 000	?	?		
. DSU & DN péréquation	130 000	130 000				
75 Autres produits de gestion	1 192 000	1 330 000	1 360 000	1 390 000	Loyers en augmentation (+ 1 à 2 %) soit + 1,5 %	↗
76/77 Produits financiers & exceptionnels	86 000	90 000	45 000	5 000	Produit parts sociales cession en 2025 et 2026	↘
RECETTES REELLES	16 075 000	16 340 000	16 610 000	16 895 000		↗



Pour 2025, les produits dynamiques devraient rester le produit fiscal sur la seule évolution des bases et le produit des loyers en considération de l'IRL qui est à la hausse.

D'autres recettes seront globalement stables (produit des domaines, produits d'exploitation).

Enfin certaines recettes restent aléatoires comme la DGF, sur laquelle nous n'avons pas à cette heure de visibilité ou encore les droits de mutation.



- Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement sont nécessaires à la mission de service public de la commune. Elles reposent sur des grandes masses :

- les achats de fournitures et services
- les charges de personnel
- les indemnités et subventions
- les intérêts de la dette

L'inflation, la croissance des services, le coût des fluides, la création d'équipements, les coûts de maintenance du parc immobilier... sont autant de fortes dépenses qui sont sous contrôle permanent.

L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement reste un révélateur dans le processus de gestion rigoureuse recherché.

CHAPITRES En K€	REALISE PROVISOIRE 2024	OB 2025 Opérations réelles	Tendances		Commentaires	Tendance 2025/2026
			2026	2027		
011 Charges à caractère général	3 105	3 400	3 530	3 700	Evolution à 4 à 5 % par an	↗
012 Charges de personnel	6 961	7 350	7 800	8 300	Evolution propre au GPU	↗
014 Atténuations de charges	16	130	0	0	Pénalité SRU	↘
65 Autres charges de gestion	1 197	1 260	1 300	1 350	Hypothèse + 3 %	↗
66 Charges financières . Intérêts . Frais financiers	103	105	110	250	Emprunt en 2025 ou 2026	↗
67 Autres charges	1	5	5	5		→
Travaux en régie	- 300	- 300	- 300	- 300	Plafond	→
Dépenses réelles de fonctionnement	11 083	11 960	12 445	13 305		↗

Sur ces bases, la commune propose une projection horizon 2028 qui intègre la création d'équipements publics gérés en régie dans le cadre du GPU.



B- La section d'investissement

Après une ambition sur le mandat 2014-2020 de 33 M€ de réalisation, le mandat 2020-2026 devrait aboutir à plus de 70 M€ de dépenses d'équipement brut dont plus de 53 000 K€ pour le seul Grand Projet Urbain.

Comme présenté supra, l'épargne reste la clé de voute de la réussite de cet objectif.

De nombreuses écritures budgétaires complexifient la lecture du budget d'équipement de la commune :

- le produit de la cession en VEFA au notaire pour l'équipement immobilier sur le GPU qui s'enregistre en Dépenses et Recettes à hauteur de la cession de 6 291 637, 56 € avec une recette nette de 4 700 000 € en 2025 (75 % de l'immeuble).
- la prévision budgétaire de ce GPU qui s'effectue en 2025 à hauteur de 22 000 K€ avec 11 700 K€ à charge de la Ville (article 238) et 10 300 K€ à charge de la Métropole.
- le versement par la Ville sur le montant dû par la Métropole d'un fonds de concours de 41,03 % soit 4 100 000 € en 2026.

- Les recettes d'investissement

La commune dans le cadre de l'intégralité de son programme d'investissement doit envisager d'emprunter entre 5 et 8 M€. Le premier recours à l'emprunt pourrait se faire en 2025 sans certitude. Le taux de réalisation des dépenses hors GPU peut conditionner l'appel à l'emprunt, autant que l'encaissement effectif de subventions ou encore la récupération par la Ville de 3 000 000 € de parts sociales. Deux scénarios peuvent prospérer :

- la récupération de 3 000 000 des parts sociales et le versement de 4 700 000 de produits de VEFA sans nécessité de recours à l'emprunt
- la non récupération des parts sociales avec un recours à l'emprunt

La combinaison des 2 n'est à ce stade pas exclue !

Pour l'exercice 2025, les recettes d'investissement sont schématiquement posées : (équilibre budgétaire)

Fonds propres :	6 650 K€
FCTVA :	1 250 K€
Subventions :	6 785 K€
Cession VEFA :	4 700 K€
Autres recettes :	342 K€
Emprunts :	2 250 K€
Soit :	21 977 K€ de recettes réelles d'investissement



Sur ces bases, l'exercice 2025 consacre au financement de nos dépenses d'équipement, l'utilisation de l'épargne accumulée par la Ville depuis de nombreux exercices.

Dès lors le maintien d'une épargne prévisionnelle en 2025 supérieure à 4 500 K€ et essentielle aux équilibres budgétaires projetés en 2026 et 2027 et reste un objectif accessible.

- Les dépenses d'investissement

Pour l'exercice 2025, les dépenses réelles d'investissement ont pour pivot le GPU qui devrait représenter à lui seul 22 000 K€.

Les principales dépenses d'équipement inscrites au BP 2025 sont les suivantes :

-le GPU	22 000 000
-les acquisitions de matériels, véhicules, mobiliers	633 000
-les acquisitions immobilières et de fonds de commerce	3 300 000
-le fonds de concours à verser à la Métropole	4 100 000
-les logements sociaux (rénovation et droits de réservation)	940 000
-le projet PICHAUD (espaces publics)	900 000
-le synthétique de PIEMONTESI	400 000
-la rénovation énergétique des bâtiments communaux	200 000

Cette liste non exhaustive est complétée de nombreux travaux structurants ou récurrents.

En synthèse, les orientations sont ainsi envisagées :

	OB 2025	Orientation 2026	Orientation 2027
Dépenses d'équipement brut hors GPU	7 140 000	6 000 000	8 000 000
Dépenses d'équipement brut GPU	11 700 000	7 000 000	1 000 000
Fonds de concours	693 000	693 000	693 000
AC versé à MTPM	4 100 000	2 800 000	400 000
FC GPU versé à MTPM			
Remboursement de la Dette	225 000	280 000	380 000
Autres dépenses réelles	367 064,38	100 000	100 000
Dépenses réelles d'investissement	24 225 064,38	16 873 000	10 573 000



Pour conclure notre approche en investissement, il convient de préciser encore que les exercices 2025 et 2026 vont permettre de financer près de 95 % du GPU selon la synthèse ci-après :

GPU estimation au 04.03.2025	53 500 K €
Financement au 31.12.2024	20 618 K €
Financement prévisionnel 2025 (TR 90%)	20 000 K €
Financement prévisionnel 2026	11 000 K €
Financement prévisionnel 2027	1 882 K €

III – LES CIMETIERES

Dans le cadre de son budget principal, la commune a prévu la numérisation de l'ensemble des caveaux des 2 cimetières de la commune avec une procédure de reprise des concessions abandonnées. Un budget de 100 000 € est alloué sur le Budget Principal.

Le budget des caveaux pour sa part enregistre les seules cessions de caveaux et les éventuelles créations.



GLOSSAIRE

AC	Attribution de Compensation
BCE	Banque Centrale Européenne
CDC	Caisse des Dépôts et Consignations
CNRACL	Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Territoriales
COS	Comité d'Œuvres Sociales
CRC	Chambre Régionale des Comptes
CRD	Capital Restant Dû
DETR	Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux
DGF	Dotation Globale de Fonctionnement
DNP	Dotation Nationale de Péréquation
DSIL	Dotation de Soutien à l'Investissement Local
DSU	Dotation de Solidarité Urbaine
FC	Fonds de Concours
FCTVA	Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée
GIPA	Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat
GPU	Grand Projet Urbain
IRL	Indice de Référence des Loyers
OM	Ordures Ménagères
PIB	Produit Intérieur Brut
RTT	Réduction du Temps de Travail
VEFA	Vente en l'Etat Futur d'Achèvement

